

Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Sourcieux-les-Mines

Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R.104-33 à R.104-37 CU

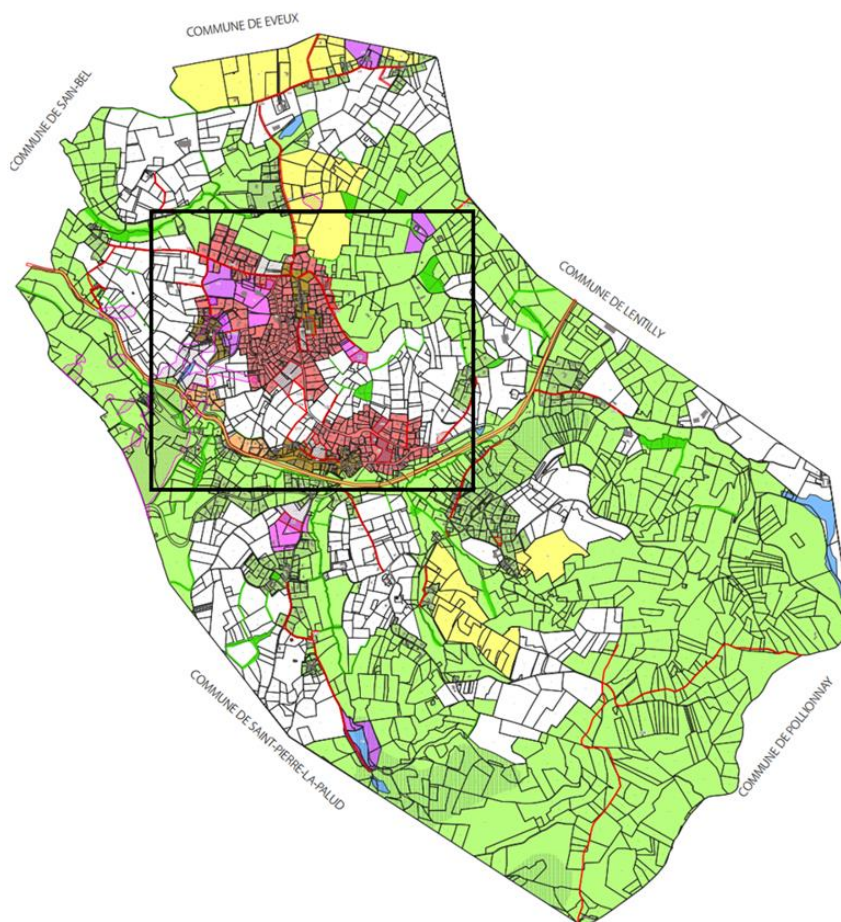
Annexe au formulaire d'examen au cas par cas. Rubrique 6 : Auto-évaluation

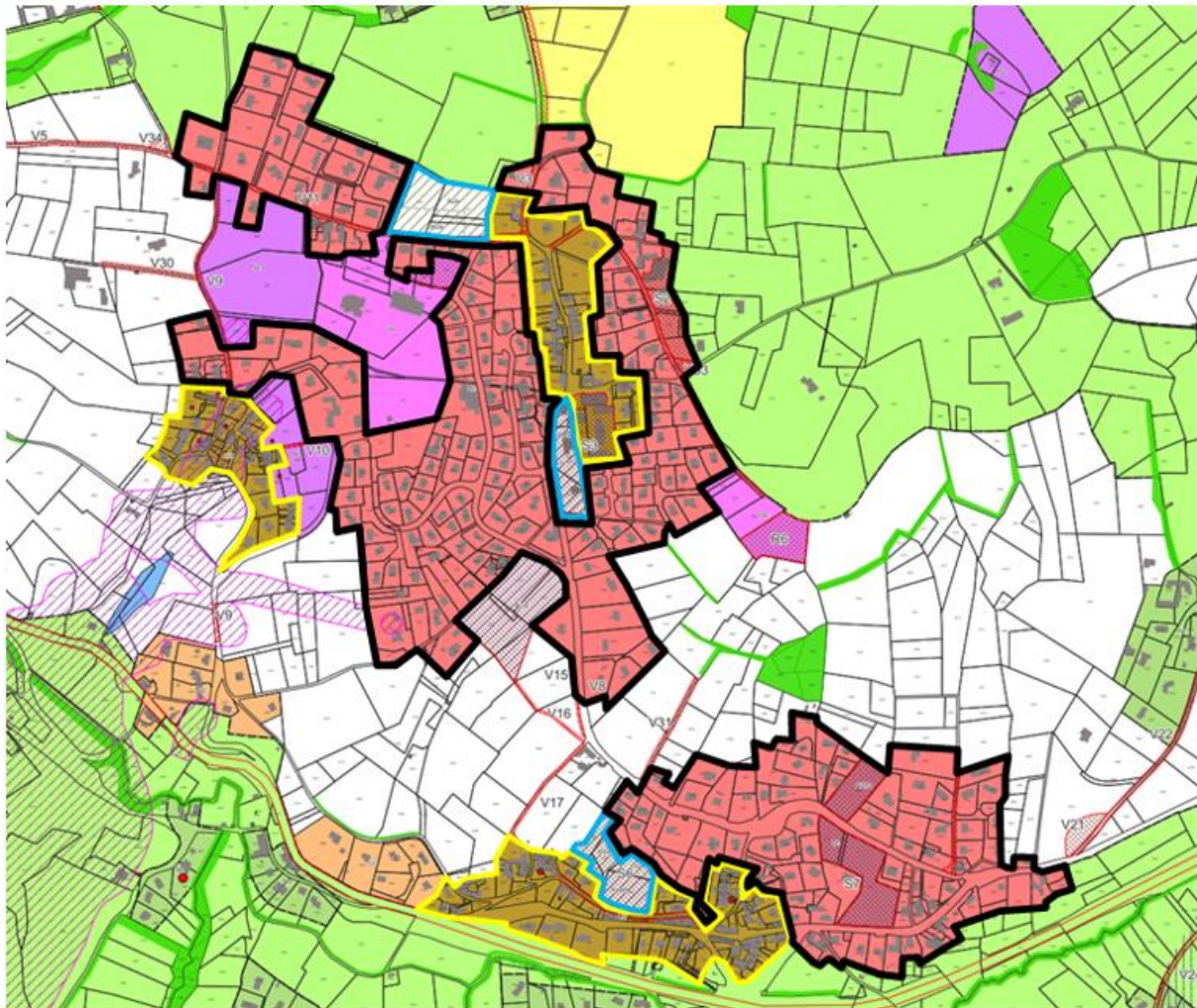
I. Rappel des objets de la procédure de modification simplifiée n°3 du PLU





La procédure a pour objet d'assouplir le règlement concernant l'implantation des équipements publics dans plusieurs zones urbaines et à urbaniser et de mettre en cohérence rédactionnelle les conditions d'aménagement fixé par le règlement d'une zone à urbaniser :

- Modification de la règle d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives en zone AUa, uniquement pour les équipements d'intérêt collectif et services publics
- Modification de la règle de stationnement en zones UA, UB et AUa, uniquement pour les équipements d'intérêt collectif et services publics
- Modification des conditions d'aménagement d'ensemble entre le sous-secteur AUah et la zone AUa

Carte de localisation des objets de la modification





	Zone UA : Zone urbaine centrale immédiatement constructible à dominante de bâti ancien
	Zone UB : Zone urbaine immédiatement constructible à caractère multifonctionnel et à dominante d'habitat, de services et d'équipements collectifs.
	Zone AUa : Zone à urbaniser destinée à assurer, à terme, le développement de la commune, sous la forme de quartiers nouveaux équipés et aménagés de façon cohérente.
	Secteur AUah : lié à des règles de hauteur spécifique.

II. La procédure est-elle susceptible d'affecter significativement un site Natura 2000 ?

La commune de Sourcieux-les-Mines n'est concernée par un site Natura 2000. Les sites les plus proches sont situés à plus de 25 km.

La procédure n'est donc pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur les sites Natura 2000.

III. La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?

La procédure affecte uniquement des zones urbaines existantes (UA et UB) et à urbaniser (AUa). On ne compte pas d'enjeux de biodiversité sensibles au sein de ces zones. Les trois objets de la modification n'ont pas pour effet non plus d'affecter davantage la biodiversité urbaine par rapport aux dispositions réglementaires avant modification :

- Possibilité d'implanter des équipements publics en limite séparative de la zone AUa > sans effet sur des enjeux de biodiversité ;
- Possibilité de réaliser du stationnement nécessaire à des équipements publics sur le domaine public des zones UA, UB et AUa > sans effet sur des enjeux de biodiversité ;
- Adaptation de la rédaction des obligations d'aménagement d'ensemble sans modifier le fond des obligations > sans effet sur des enjeux de biodiversité.

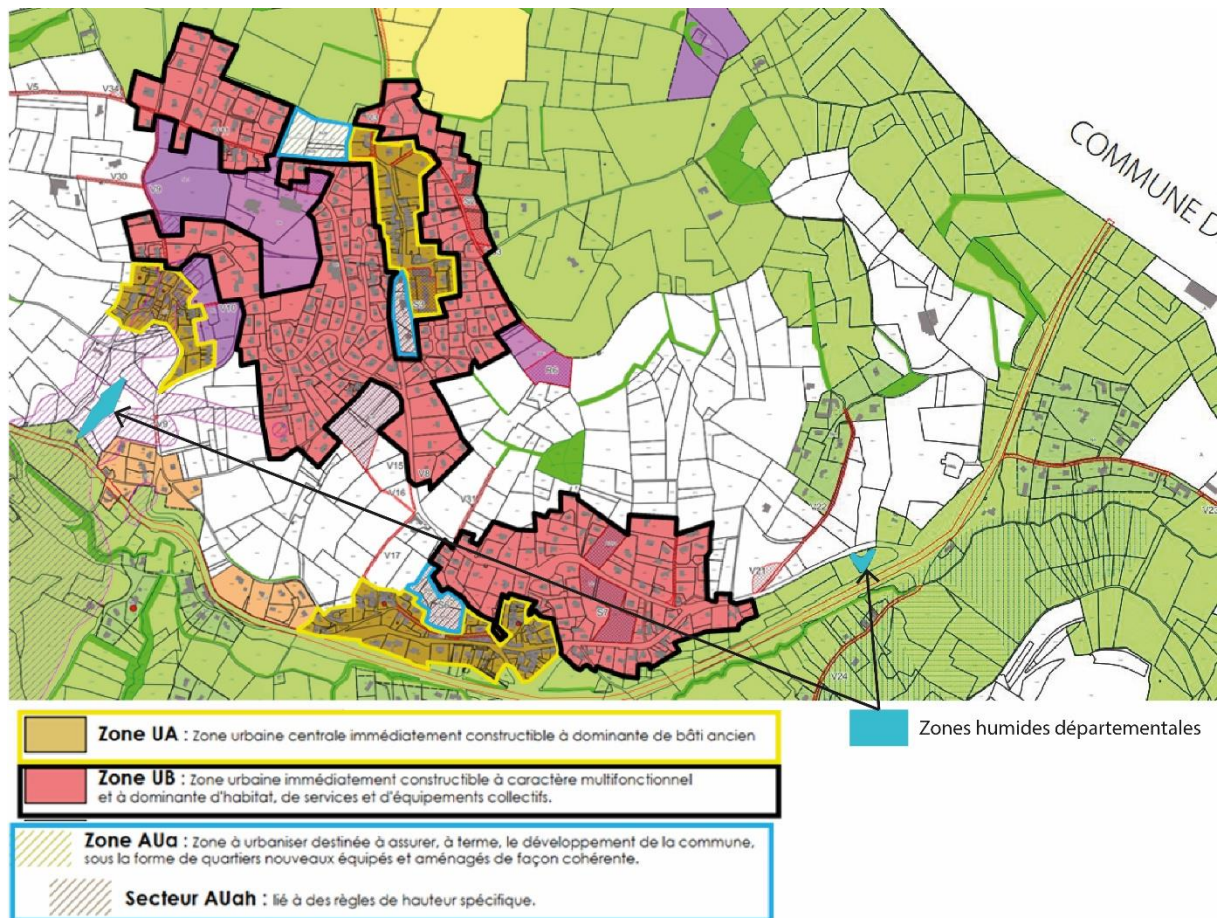
La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur les milieux naturels et la biodiversité.

IV. La procédure a-t-elle pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

La procédure de modification simplifiée ne concerne que des zones urbaines et à urbaniser disposant déjà de droits à construire avant modification. Aucun droit à construire supplémentaire n'est créé sur des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Aucune consommation nouvelle de terrains agricoles, naturels ou forestiers ne pourra résulter de cette modification. La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers

V. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?



Aucune des zones concernées par la procédure ne s'inscrit dans ou à proximité immédiate d'une zone humide. Par ailleurs, le contenu des modifications n'a pas pour effet de générer des risques d'impact ou de pollution nouveaux pour ces zones humides.

La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur les zones humides.

VI. La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

La commune de Sourcieux-les-Mines n'est pas concernée ni par des puits de captage d'eau potable ni par aucun périmètre de protection s'inscrivant en servitude d'utilité publique sur la commune.

De plus, la procédure n'octroie ce léger droit à construire supplémentaire uniquement pour les équipements publics et d'intérêt collectif, et n'augmente pas les besoins en eau potable.

La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur l'eau potable.

VII. La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

Les règles de constructibilité dans les zones concernées restent inchangées en ce qui concerne les surfaces minimales d'espace vert et pleine terre (gestion des eaux pluviales à la parcelle) et ne permet pas une densification substantielle nouvelle des terrains existants (le recul en limite séparative en zone AUa ne concerne que les équipements publics qui sont mineurs dans les possibilités de construction de cette zone). La procédure n'aggrave pas les besoins de gestion des eaux pluviales et du ruissèlement.

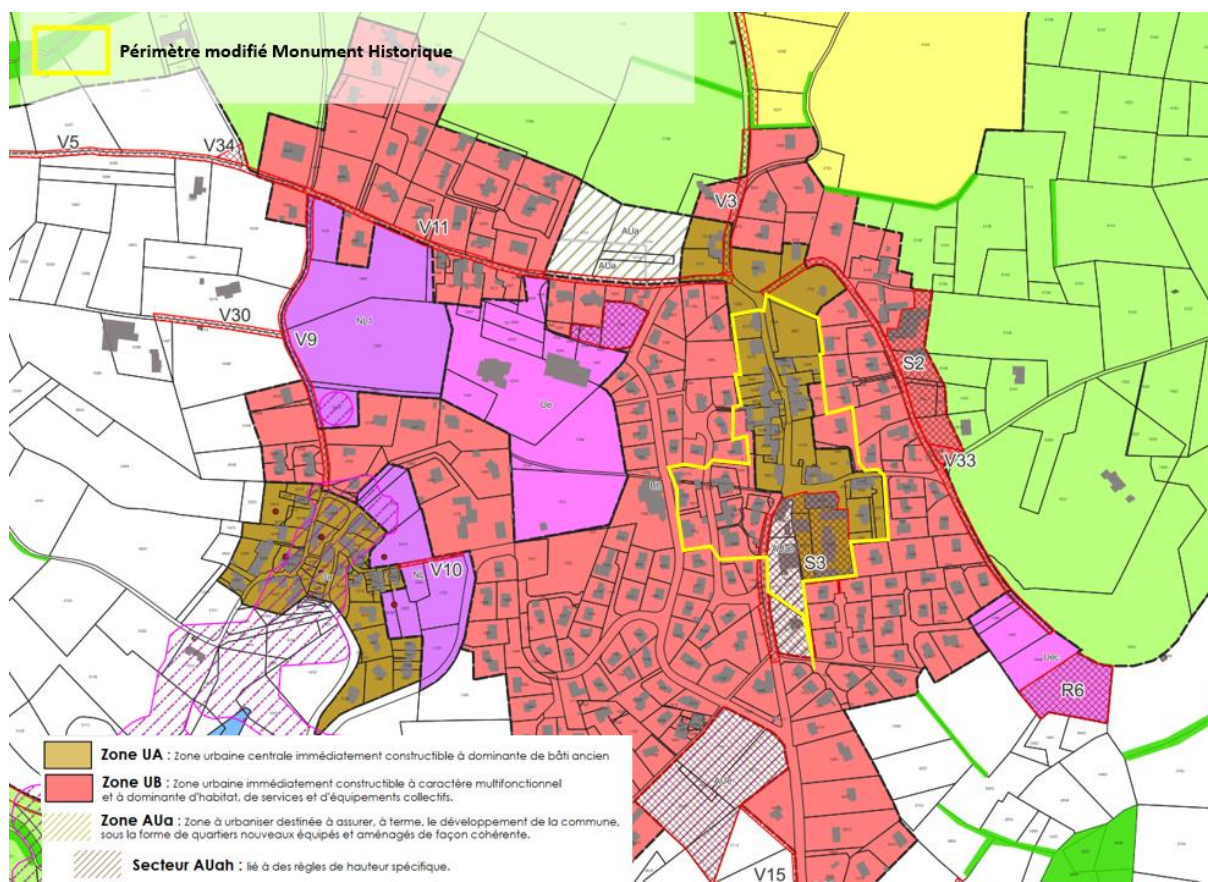
La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur la gestion des eaux pluviales.

VIII. La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

La procédure ne permet pas davantage de développement de constructions ou installations nécessitant des ouvrages d'assainissement nouveau, mais touche uniquement l'implantation des équipements publics par rapport aux limites séparatives, la localisation des places de stationnement des équipements publics et la cohérence rédactionnelle des obligations d'aménagement d'ensemble sans en modifier le fond.

La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur l'assainissement.

IX. La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine ?



Les dispositions en matière de stationnement et les précisions rédactionnelles sont sans effet sur le paysage et le patrimoine. La modification des règles d'implantation pourrait interroger, dans l'absolu, la bonne insertion des constructions nouvelles par rapport au paysage et au patrimoine. Cependant, les nouvelles dispositions mises en place ne concernent que les équipements d'intérêt général et services publics, ce qui limite drastiquement les cas possibles d'implantation en limite séparative et cela avec la garantie de contrôle des projets par des autorités publiques. La modification est donc mineure en matière de composition urbaine et architecturale. Sur le plan du patrimoine, le centre village, en partie concerné par les modifications apportées en matière de recul en zone UAa, présente des sensibilités patrimoniales (église, Croix du XV siècle classée Monument Historique). Toutefois, les secteurs sensibles de cette zone UAa sont classées dans un périmètre modifié de protection des abords des Monuments Historiques, ce qui apporte une protection grâce à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sur tout projet. Aucun projet situé sur ces secteurs sensibles ne pourra dégrader le patrimoine même après modification de la règle de recul pour les bâtiments d'intérêt général par rapport aux limites séparatives.

La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur le paysage ou le patrimoine, mais permet tout de même des incidences positives pour la protection du paysage et du patrimoine Chalamontais.

X. La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

Sur la commune, aucun site n'est concerné par la pollution des sols pollués ou ancien site industriel. La procédure ne concerne pas la création ou l'extension d'une carrière. Elle ne concerne pas un projet d'établissement de traitement de déchets. Elle ne concerne aucun secteur soumis à servitude liée à des pollutions.

Les secteurs concernés par la présente modification s'inscrivent dans des secteurs où la gestion de ramassage des déchets est performante.

La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives en matière de site et sols pollués ou de déchets.

XI. La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

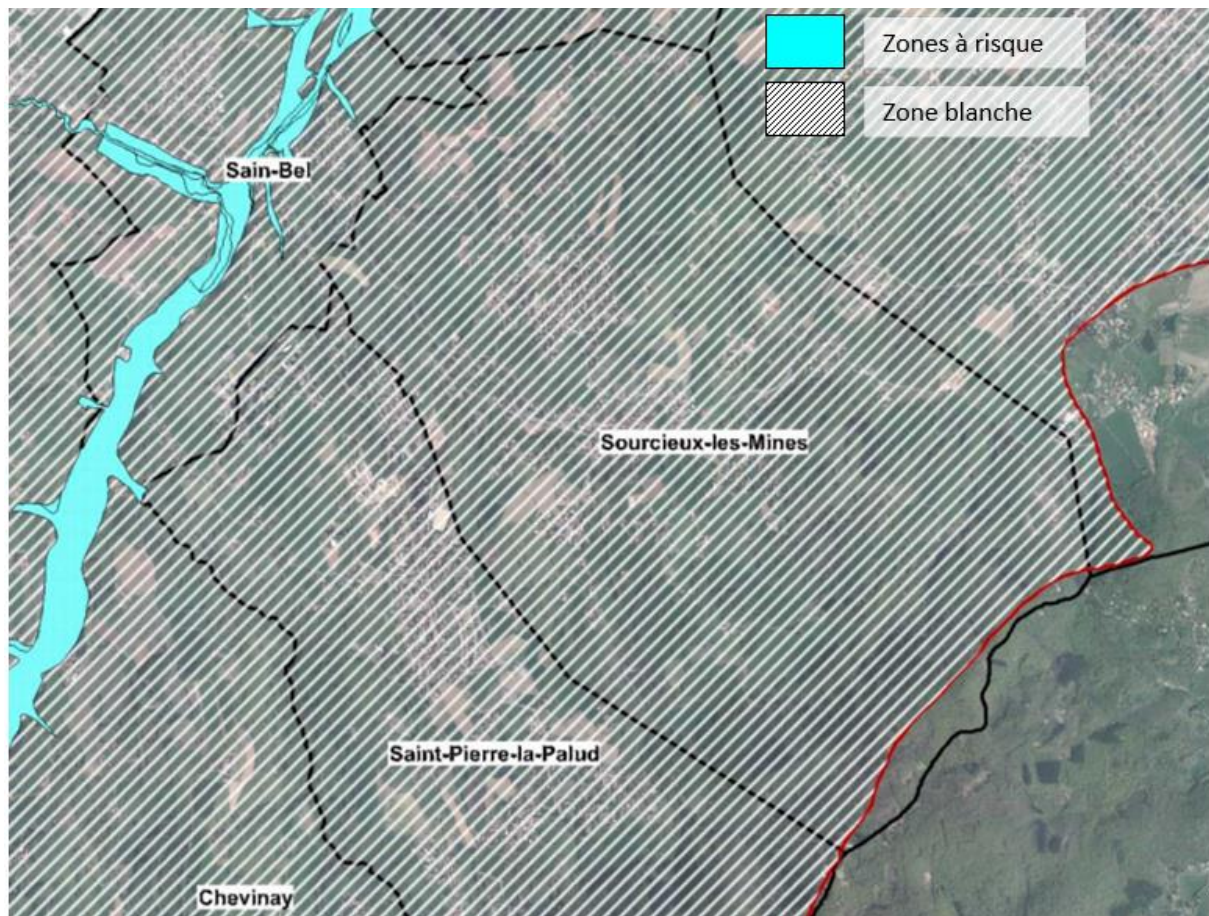


Figure 1. Extrait PPRNi Brévenne Turdine.

La commune de Sourcieux-les-Mines est concernée par la zone blanche du Plan de Prévention des Risques Naturels inondations Brévenne et Turdine.

Aucun autre risque ou nuisance n'est identifié dans les zones concernées par les modifications mineures apportées, et la présente modification simplifiée n'a pas pour effet de créer des risques ou des nuisances.

La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives en matière de risque, aléa ou nuisance.

XII. La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

La procédure vise à garantir le développement de l'offre en équipement public sur le territoire, notamment au sein d'un projet de renouvellement urbain en cœur de village au plus proche des habitants, services, équipements, commerces, limitant ainsi les déplacements individuels motorisés sur la commune.

La procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives négatives sur l'air, l'énergie, le climat.

XIII. Bilan de l'auto-évaluation

Compte-tenu des éléments objectifs présentés dans cette auto-évaluation, et notamment le fait que cette procédure relève d'une mise en cohérence du PLU et d'adaptation mineures sans création de nouveau droit à construire, il peut être conclu qu'aucun objet de la procédure de modification simplifiée n°3 du PLU de Sourcieux-les-Mines n'est susceptible de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement au sens de la directive 2001/42/CE tel que la faune, la flore, le sol ou l'eau.